



Conseil économique et social

Distr. générale
20 avril 2015
Français
Original : anglais

Session de fond de 2015

21 et 22 juillet 2015

Point 15 de l'ordre du jour

Coopération régionale

Résumé de l'aperçu de l'évolution économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, 2014-2015*

Note du Secrétaire-général

Le Secrétaire-général a l'honneur de communiquer ci-joint un résumé de l'aperçu de l'évolution économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, 2014-2015.

* Après que la Libye, le Maroc et la Tunisie sont devenus membres de la Commission en juillet 2012, il a été décidé d'étendre le champ géographique de l'aperçu de l'évolution économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale à tous les pays de la région arabe. Les groupements sous-régionaux suivants sont utilisés dans le présent document, compte tenu à la fois des revenus par habitant, de la proximité géographique et des similitudes dans les conditions et traits distinctifs économiques et sociaux : pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar); pays du Machreq (Égypte, Iraq, Jordanie, Liban, État de Palestine, République arabe syrienne); pays du Maghreb (Algérie, Libye, Maroc, Tunisie); et pays arabes les moins avancés (PMA) (Comores, Djibouti, Mauritanie, Somalie, Soudan, Yémen).



Résumé de l'aperçu de l'évolution économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, 2014-2015

Résumé

On estime que le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la région arabe a été en moyenne de 1,5 % en 2014, soit pratiquement le même qu'en 2013. Les taux de croissance négatifs qu'auraient connus l'Iraq, la Libye et la République arabe syrienne en raison de l'intensification des conflits armés ont contribué à cette décélération. Outre les conflits et l'insécurité qui règnent dans la région, la chute brutale des cours du pétrole et l'incertitude quant à leur évolution sont désormais au premier rang des préoccupations économiques. Après avoir atteint le niveau le plus élevé en juin 2014, les cours du pétrole ont chuté de plus de 50 % au cours du second semestre. En dépit de cette importante fluctuation, les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont continué de tirer la croissance de la région arabe. Bien qu'elle ait une incidence sur le revenu national nominal, la baisse des cours du pétrole modifie peu les chiffres réels du PIB corrigés des prix, le niveau de la production de pétrole brut n'ayant pratiquement pas changé. En outre, l'expansion continue du secteur non pétrolier a soutenu la croissance économique des pays du CCG. Bien que l'affaiblissement des marchés boursiers et immobiliers ait commencé à saper le moral des chefs d'entreprises, la baisse des cours du pétrole n'a pas encore entamé la confiance de ces pays dans l'économie. Cette baisse a profité aux pays arabes importateurs de pétrole, en atténuant leurs difficultés de balance des paiements et de budget. Cependant, la diminution des envois de fonds et des mouvements de capitaux des pays du CCG vers les autres pays arabes risque de réduire cet avantage. Face à la généralisation des conflits armés et de la violence et aux perturbations de plus en plus fréquentes des activités économiques dans la région, ces flux financiers intrarégionaux en provenance des pays du CCG ont été l'un des principaux moyens d'assurer une certaine stabilité économique. Il est probable que, bien qu'elles n'aient eu jusqu'à présent que peu d'effet à court terme, la baisse des cours du pétrole et ses répercussions négatives sur la situation budgétaire des pays du CCG compromettront à moyen terme la stabilisation de la région. Le taux de croissance moyen de la région arabe devrait être de 2,4 % en 2015. Selon les prévisions, l'expansion économique des pays du CCG devrait marquer le pas, tandis que les autres pays de la région, à l'exception de ceux qui sont touchés par des conflits, devraient connaître une croissance modérée du fait de l'augmentation prévue de la demande intérieure de produits pétroliers et de denrées alimentaires, importés à moindre coût.

I. Conjoncture mondiale

1. L'économie mondiale a connu plusieurs mutations importantes en 2014. Une fracture s'est produite entre la politique monétaire des États-Unis d'Amérique et celle des autres pays développés. Sous l'effet de la forte reprise économique du pays, les États-Unis sont en bonne voie de normaliser leur politique monétaire, avec une hausse des taux d'intérêt prévue d'ici à la fin de 2015. La différence avec les taux d'intérêt pratiqués dans les autres pays développés, qui devraient rester à un niveau historiquement bas, a fait que le dollar s'est fortement apprécié par rapport aux autres grandes monnaies, y compris l'euro et le yen japonais. La chute rapide des cours du pétrole au cours du second semestre de 2014 a entraîné un rééquilibrage des revenus entre pays exportateurs et pays importateurs de pétrole. En outre, avec le ralentissement de leur expansion économique, les principaux pays en développement, y compris le Brésil et la Chine, n'ont plus représenté des modèles de croissance pour les pays développés. On ne sait pas encore quels seront les effets de ces changements sur l'économie mondiale, mais on craint de plus en plus une éventuelle « stagnation séculaire » qui consisterait en une stagnation à long terme de l'économie mondiale sur fond d'endettement et de déflation.

2. L'économie des États-Unis a continué de croître à un rythme soutenu malgré la réduction des dépenses du Gouvernement fédéral¹. Grâce à son dynamisme et à la résilience du secteur financier, soutenu par le redressement du prix des actifs, le secteur privé a pu se remettre de la crise financière de 2008 et retrouver le chemin de la croissance. L'économie européenne a continué de stagner en raison du manque de vigueur de l'investissement privé. La Banque centrale européenne est entrée en 2015 dans une phase d'assouplissement quantitatif afin de stimuler la croissance du crédit dans la zone euro; la Commission européenne, quant à elle, a mis au point un plan de relance de l'investissement privé². En Grèce, la crise de la dette s'est aggravée, menaçant le système financier de la zone euro. Le Japon n'a pas réussi à relancer son économie par les exportations, la demande intérieure ayant stagné après l'augmentation de la taxe générale sur les ventes en avril 2014. L'expansion économique des pays en développement a encore marqué le pas en 2014. La baisse des cours internationaux des produits de base a ralenti, à des degrés divers, la croissance des pays exportateurs de ces produits. La faiblesse des cours a en revanche bénéficié aux pays importateurs en soulageant leur balance des paiements, sans toutefois induire une forte croissance économique. Parmi les grands pays en développement, l'Afrique du Sud, le Brésil et la Russie ont souffert de la baisse des cours des produits de base, alors que la Chine et l'Inde ont maintenu en 2014 des taux de croissance non négligeables, quoique en diminution.

3. Une baisse modérée mais perceptible des taux de chômage a été observée dans plusieurs pays développés, notamment en Allemagne, aux États-Unis, au Japon et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, mais la création d'emplois a continué de stagner en 2014. Le déficit d'emplois que la crise financière de 2008

¹ Ministère du commerce des États-Unis, Bureau d'analyse économique, « Gross domestic product: fourth quarter and annual 2014 (third estimate); Corporate profits: fourth quarter and annual 2014 », 27 mars 2015. Peut être consulté à l'adresse suivante : www.bea.gov/newsreleases/national/gdp/2015/pdf/gdp4q14_3rd.pdf.

² Commission européenne, « Un plan d'investissement pour l'Europe », document COM(2014)903, 26 novembre 2014. Peut être consulté à l'adresse suivante : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52014DC0903&from=FR>.

avait créé à l'échelle mondiale a continué de se creuser, par suite de la détérioration de la situation de l'emploi dans les pays en développement³. La médiocrité persistante des perspectives d'emploi a renforcé les pressions politiques visant à restreindre l'immigration. On s'attend par ailleurs à une réduction de la demande de main-d'œuvre étrangère dans les pays riches en ressources de la région arabe comme les États membres du CCG. Alors que la situation de l'emploi devrait s'améliorer légèrement dans plusieurs pays développés, elle devrait continuer de se détériorer dans les pays en développement en 2015. Étant donné que les pays développés comme les pays en développement privilégient avant tout l'assainissement des finances publiques, il est peu probable qu'ils prennent d'importantes mesures de relance budgétaire et qu'une embellie sur le plan de la création d'emplois se dessine dans l'avenir proche, en particulier dans les pays en développement.

4. Dans ce contexte mondial, plusieurs facteurs négatifs influent sensiblement sur les économies des pays arabes durant la période 2014-2015. La montée des tensions géopolitiques, la violence armée et les déplacements massifs de population dans la région restent préoccupants. La baisse des cours du pétrole a des incidences non seulement sur la situation budgétaire des pays arabes exportateurs de pétrole, en particulier les pays du CCG, mais aussi sur les autres pays arabes en modifiant la structure des flux financiers et des envois de fonds à l'intérieur de la région. Les perspectives économiques médiocres des pays européens continuent de peser sur les exportations de produits non pétroliers en provenance de la région, en particulier des pays du Maghreb. Il est probable que la hausse prévue des taux d'intérêt sur les emprunts en dollars des États-Unis ait des répercussions sur les coûts de financement des pays arabes. Cela étant, quelques facteurs positifs viennent améliorer les perspectives économiques de la région. La faiblesse des cours du pétrole soulage la balance des paiements et le budget des pays de la région qui importent du pétrole. La baisse continue de prix des autres produits de base, en particulier des denrées alimentaires, réduit les pressions inflationnistes. L'expansion économique constante des pays d'Asie de l'Est et du Sud soutient le secteur non pétrolier de la région, notamment celui des pays du CCG. En outre, le solide redémarrage économique des États-Unis écarte le risque d'une perte de confiance de la région dans l'économie.

II. Évolution de la situation dans le secteur des ressources naturelles

A. Secteur pétrolier

5. Le secteur pétrolier mondial est entré dans une phase de restructuration par suite d'un effondrement des cours du pétrole. Au second semestre de 2014, les acteurs du marché pétrolier s'intéressaient davantage à la question de l'offre excédentaire qu'aux tensions géopolitiques et aux ruptures d'approvisionnement. Ces dernières années, la capacité mondiale de production de pétrole brut a augmenté rapidement, notamment en Amérique du Nord. L'offre s'est peu à peu révélée

³ Organisation internationale du travail, *World Employment Social Outlook: Trends 2015* (Genève, 2015), p. 16. Peut être consulté à l'adresse suivante : www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_337069.pdf.

excédentaire à mesure que la demande diminuait du fait de la stagnation de l'économie mondiale. Cependant, à la différence de ce qui s'était passé en 2008-2009, les marchés pétroliers n'ont pas vu la demande s'effondrer. Selon l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)⁴, la demande mondiale de pétrole en 2014 était estimée à 91,2 millions de barils par jour en moyenne, soit 970 000 barils par jour de plus que l'année précédente. L'OPEP prévoit que cette demande augmentera à un rythme tout aussi modéré en 2015, soit de 1,2 millions de barils par jour⁴. Elle estime en outre que l'offre totale de pétrole brut était en moyenne de 92,2 millions de barils par jour en 2014, soit un peu moins de 2 millions de barils par jour de plus que l'année précédente⁴. Alors que la production de pétrole brut des pays membres de l'OPEP a diminué de 160 000 barils par jour pour s'établir à 30,1 millions de barils par jour en 2014, celle des pays non membres de l'OPEP a augmenté de 2 millions de barils par jour pour atteindre 56,3 millions de barils par jour. On estime à 1 million de barils par jour l'offre excédentaire en 2014. Les producteurs de l'OPEP qui sont en position d'équilibrer le marché auraient pu prendre des mesures en ce sens. Cependant, l'OPEP a décidé en novembre 2014 de maintenir le niveau de production de 30 millions de barils par jour, aucun des pays producteurs non membres de l'OPEP ne s'étant non plus engagé à réduire l'offre. Il est probable que ces derniers, qui produisent un pétrole brut plus coûteux, devront réduire leur offre en 2015, tandis que les pays de l'OPEP maintiendront leur niveau actuel de production. Les incidences de la faiblesse des cours sur la capacité de production de pétrole brut devraient apparaître plus clairement à moyen terme, les compagnies pétrolières étant plus nombreuses à avoir réduit leurs dépenses d'équipement aussi bien en amont qu'en aval.

6. Le prix du panier de l'OPEP a été en moyenne de 96,3 dollars par baril en 2012 (voir tableau 1). Pendant les six premiers mois de 2014, les principaux cours du pétrole brut sont restés supérieurs à 100 dollars par baril, comme les années précédentes. Après avoir atteint leur niveau le plus élevé de l'année en juin, ils ont baissé pendant les sept mois qui ont suivi. Le prix du panier de l'OPEP n'était plus que de 41,5 dollars par baril le 13 janvier, en recul de 62 % par rapport à son niveau record de 2014. Outre la production excédentaire, le risque croissant de voir les coûts de financement augmenter du fait de la normalisation prévue de la politique monétaire des États-Unis a dissuadé les spéculateurs sur les marchés à terme du pétrole. Au contraire, les ventes spéculatives à découvert ont contribué à faire chuter les cours. La croissance de la demande de pétrole brut a ralenti mais ne s'est pas effondrée. Par suite de l'utilisation accrue de pétroliers, les tarifs applicables au transport du pétrole brut se sont maintenus pendant toute l'année 2014. Les cours du pétrole brut devraient se stabiliser sur le long terme, avec une volatilité croissante en 2015 due au fait que les acteurs du marché réagissent à toute nouvelle faisant état d'une production excédentaire. Il est probable qu'ils retombent à des niveaux très bas au cours du deuxième trimestre de 2015 en raison d'une accumulation des stocks due à des facteurs saisonniers, en particulier l'entretien des raffineries. Cette accumulation des stocks devrait être plus importante en Amérique du Nord, ce qui devrait accroître la marge entre les prix de référence selon l'origine géographique. Cependant, il est prévu que le niveau des stocks diminue au cours des troisième et quatrième trimestres et que les cours du pétrole brut convergent pour prendre une

⁴ « OPEC Monthly Oil Market Report », 16 mars 2015, p. 92, tableaux 10.1 et 10.2. Peut être consulté à l'adresse suivante : www.opec.org/opec_web/static_files_project/media/downloads/publications/MOMR_March_2015.pdf

orientation durable d'ici à la fin de 2015. Le prix de référence du panier de l'OPEP devrait être de 54,5 dollars par baril en 2015 et rester dans une fourchette comprise entre 40,6 et 70,3 dollars.

Tableau 1

Prix du pétrole brut : montants estimatifs et prévisions

(Prix de référence du panier de l'OPEP, en dollars des États-Unis par baril)

Année	Minimum	Maximum	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle prévue		
				Inférieure	Médiane	Supérieure
2012	88,74	124,64	109,45			
2013	96,35	114,94	105,87			
2014	52,00	110,48	96,29			
2015				40,6	54,5	70,3
2016				45,3	64,3	86,0

Source : OPEP pour 2012-2014. Les chiffres pour 2015 et 2016 sont des prévisions de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale établies en mars 2015.

7. On estime que la production totale de pétrole brut provenant de la région arabe a été de 23 millions de barils par jour en 2014, soit une baisse de 500 000 barils par jour par rapport au niveau de 2013. Les pays du CCG auraient produit 17,3 millions de barils par jour en 2014, comme l'année précédente. L'intensification des conflits armés avait entraîné en 2014 une baisse sensible du niveau de production en Libye et au Yémen, alors que celui de l'Iraq, dont les principales installations de production, situées dans le sud du pays, n'ont pas été touchées par les conflits, a augmenté. On estime à 695 milliards de dollars le montant total des recettes brutes provenant des exportations de pétrole de la région arabe en 2014, soit 12 % de moins que l'année précédente. Ce montant devrait diminuer encore de 45,4 % en 2015, pour s'établir à 379,5 milliards de dollars.

B. Secteur du gaz naturel

8. Le gaz naturel est une autre ressource en hydrocarbures revêtant une importance stratégique pour la région arabe. Son exportation est devenue une source de richesse non négligeable pour certains pays arabes. Le gaz naturel permet de produire de l'électricité de manière rentable et écologiquement rationnelle, et est utilisé comme matière première dans l'industrie pétrochimique. La demande intérieure de gaz naturel a augmenté rapidement dans les pays arabes, et tous les pays producteurs ne se sont pas encore orientés vers l'exportation. En 2014, le Qatar est resté le premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié. L'Algérie a investi activement pour accroître sa capacité de production de gaz et elle étudie la possibilité de produire du gaz de schiste. En revanche, les projets d'exploration de gisements de gaz en mer Méditerranée, au large de l'État de Palestine, du Liban et de la République arabe syrienne, sont au point mort.

9. Étant donné qu'il nécessite d'énormes investissements dans des installations de transport – par gazoduc ou sous forme de gaz naturel liquéfié – du lieu de production au lieu d'utilisation finale, le marché du gaz naturel est plus segmenté

sur le plan géographique que celui du pétrole brut. Ainsi, les prix du marché libre du gaz naturel sont très différents en Europe, au Japon et aux États-Unis. En janvier 2015, le prix de référence était de 9,50 dollars par million d'unités thermiques britanniques (BTU) en Europe, de 16 dollars par million de BTU au Japon et de 2,97 dollars par million de BTU aux États-Unis⁵. Comme pour le pétrole brut, mais dans une moindre mesure, les prix du gaz naturel ont fortement baissé en 2014. Alors que les cours du pétrole brut Brent daté ont chuté de 55 % dans l'année, la baisse du prix du gaz naturel sur le marché libre a été de 12,8 % en Europe, de 9,9 % au Japon et de 39,2 % aux États-Unis. Du fait de cette différence dans la dynamique des cours du gaz naturel, la baisse des recettes d'exportation de gaz naturel des pays arabes devrait être plus modérée que celle des recettes d'exportation de pétrole brut en 2014 et 2015, étant donné que les exportations de gaz naturel ont pour destination l'Europe ou l'Asie. Bien que, pour certaines transactions, le prix soit indexé sur le cours du pétrole, les contrats pluriannuels à prix fixe sont plus courants dans le commerce du gaz naturel, ce qui devrait contribuer à une relative stabilité des recettes des pays exportateurs de gaz.

C. Secteur des phosphates

10. La situation demeure difficile dans le secteur des phosphates en raison d'une concurrence croissante en aval du marché mondial des engrais. Selon les estimations de l'Association internationale de l'industrie des engrais, la demande mondiale d'engrais pendant la campagne 2014/15 devrait atteindre 183,8 millions de tonnes, dont 41,5 millions de tonnes de nutriments à base de phosphates⁶. Bien que l'on s'attende à une croissance de la demande mondiale qui ne serait que modérée à court et à moyen terme, on prévoit un accroissement de la capacité de production de phosphate naturel et de phosphate acide en Chine, en Jordanie et au Maroc. La capacité de production de phosphate diammonique, l'un des engrais phosphatés les plus largement utilisés, devrait aussi augmenter plus rapidement que la demande.

11. Après avoir atteint un niveau record entre janvier 2012 et décembre 2013, le prix du phosphate naturel a baissé de 51 % au cours des deux années qui ont suivi. Il s'est redressé modérément en 2014, passant de 102,20 dollars la tonne en janvier à 115,00 dollars la tonne en décembre⁷. Le prix du phosphate diammonique a lui aussi augmenté modérément en 2014, passant de 438,30 dollars la tonne en janvier à 459,60 dollars la tonne en décembre. Cette évolution des prix du phosphate naturel et du phosphate diammonique devrait se poursuivre en 2015, avec d'éventuels ajustements à la baisse dus à l'accroissement de la capacité mondiale de production. En outre, la réforme des droits à l'exportation des produits à base de phosphate en Chine pourrait avoir une incidence sur le marché mondial des engrais en rendant les exportations chinoises plus compétitives.

⁵ Fonds monétaire international, IMF Primary Commodity Prices, Monthly Database, Peut être consulté à l'adresse suivante : www.imf.org/external/np/res/commod/index.aspx

⁶ Association internationale de l'industrie des engrais, « Short-term fertilizer outlook 2014-2015 », novembre 2014. Peut être consulté à l'adresse suivante : www.fertilizer.org/en/ItemDetail?iProductCode=9840Pdf&Category=ECO.

⁷ Banque mondiale, Global Economic Monitor Commodities Database. Peut être consulté à l'adresse suivante : <http://databank.worldbank.org/data/views/variableselection/selectvariables.aspx?source=Global-Economic-Monitor-%28GEM%29-Commodities>.

III. Évolution de la conjoncture économique et sociale régionale

A. Vue d'ensemble

12. Selon les estimations, le taux de croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) de la région arabe a été de 1,5 % en 2014, sans grand changement par rapport à 2013 (tableau 2). Les estimations de croissance négative concernant l'Iraq, la Libye et la République arabe syrienne sont un important facteur de fluctuation. Malgré la chute des cours du pétrole pendant le second semestre, les pays du CCG sont restés le pôle de croissance de la région arabe en 2014. Cependant, le récent clivage entre les résultats économiques des pays du CCG et ceux des autres pays arabes tend à disparaître en raison de la baisse des cours du pétrole. Celle-ci a profité aux pays arabes importateurs de pétrole, en atténuant les difficultés concernant leur balance des paiements et leur budget. L'intensification des conflits armés et de la violence dans l'État de Palestine, en Iraq, en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen a continué de nuire au développement socioéconomique de la région.

B. Pays du Conseil de coopération du Golfe

13. On estime à 4,0 % la croissance du PIB de la sous-région des pays du CCG en 2014, contre 3,7 % l'année précédente. En valeur réelle, la chute des cours du pétrole a eu peu d'incidences sur les chiffres du PIB, le niveau de la production de pétrole brut étant resté le même. Une croissance stable du secteur non pétrolier a été observée dans toute la région des pays du CCG. À l'exception du Koweït, ceux-ci ont connu une forte croissance de la demande intérieure jusqu'au troisième trimestre de 2014, comme en témoigne la croissance stable de la masse monétaire au sens large. Cependant, la baisse du taux de croissance de la masse monétaire au quatrième trimestre de 2014 en Arabie Saoudite et dans les Émirats arabes unis est le signe d'une perte de confiance dans l'économie et les affaires. Parallèlement au repli des cours du pétrole, les actifs financiers et les biens immobiliers sont entrés dans une phase d'ajustement à la baisse, en particulier dans les Émirats arabes unis, où leur valeur avait considérablement augmenté au cours des trois dernières années. Cependant, l'actuel fléchissement ne devrait pas avoir autant d'effets sur les pays du CCG que n'en avait eu la crise financière mondiale de 2008. Le secteur financier de ces pays s'est montré plus robuste et beaucoup moins tributaire d'actifs à risque. Les résultats économiques relativement bons en Asie de l'Est et en Asie du Sud ont soutenu le secteur non pétrolier des pays du CCG.

14. Le taux de croissance du PIB devrait baisser légèrement en 2015 dans la sous-région des pays du CCG. Il est probable que la baisse des cours du pétrole entame encore la confiance dans l'économie et les affaires dans le secteur non pétrolier, en particulier dans le secteur immobilier. L'accroissement des coûts de financement qui devrait se produire parallèlement à la hausse des taux d'intérêt sur les emprunts en dollars des États-Unis attendue d'ici la fin de 2015 devrait aussi avoir des répercussions négatives sur la croissance du crédit dans les pays du CCG. Cependant, il est probable que les liens solides qui existent entre ces pays et une Asie de l'Est et du Sud en plein essor soutiendront la croissance du secteur non pétrolier. L'Union douanière des États du CCG, qui a pris effet en janvier 2015,

devrait favoriser le commerce entre ces États. On prévoit que le taux de croissance réelle du PIB de la sous-région sera en moyenne de 3,4 % en 2015. Parmi les pays du CCG, le Qatar et les Émirats arabes unis devraient enregistrer une croissance supérieure à la moyenne sous-régionale. On s'attend à ce que ces deux pays continuent d'investir dans les infrastructures afin de se préparer à accueillir prochainement des événements de portée mondiale. La croissance de l'Arabie saoudite devrait marquer le pas essentiellement en raison d'une réaction politique rapide face à la récente baisse des cours du pétrole. Les dépenses publiques, en particulier les dépenses extrabudgétaires, devraient être considérablement réduites. On prévoit une croissance soutenue à Bahreïn, au Koweït et à Oman, avec une faible décélération en 2015. Le taux de croissance prévu en 2015 est de 3,2 % pour Bahreïn, de 2,0 % pour le Koweït, de 3,0 % pour Oman, de 5,2 % pour le Qatar, de 3,0 % pour l'Arabie saoudite et de 4,2 % pour les Émirats arabes unis.

C. Machreq arabe

15. On estime que les économies de la sous-région du Machreq arabe ont subi, en moyenne, une contraction de 0,6 % en 2014, après un recul de 2,2 % en 2013. Les pays de la sous-région ont été les pays arabes les plus touchés par les conflits armés et la violence, l'État de Palestine, l'Iraq, et la République arabe syrienne ayant subi des destructions de leurs infrastructures économiques et des ruptures des chaînes d'approvisionnement. On estime que l'Iraq a connu une croissance négative en raison d'une contraction de la demande intérieure. L'une des régions d'Iraq où la croissance est la plus rapide, à savoir le Kurdistan, a été gravement touchée par les conflits armés. Bien que la production de pétrole brut ait augmenté en 2014, la chute des cours du pétrole a gravement amputé les recettes du Gouvernement iraquien. La destruction des infrastructures économiques et des moyens de production a continué en 2014 en République arabe syrienne, bien que les activités de production se soient poursuivies dans la zone relativement épargnée par la violence armée. Une reprise limitée des activités de production a été signalée, mais les fréquentes ruptures de l'approvisionnement en énergie et des chaînes logistiques rendent très difficiles les activités du secteur privé. La destruction de l'infrastructure économique de la bande de Gaza en juillet 2014 a eu des répercussions négatives sur l'économie palestinienne. Les restrictions constantes frappant les activités économiques ont affaibli la demande intérieure et entravé les efforts de reconstruction du territoire. La Jordanie et le Liban ont maintenu une expansion modérée de la demande intérieure. L'amélioration de la balance des paiements a contribué à une accumulation de réserves en devises, qui ont atteint des records historiques dans les deux pays en 2014. En Jordanie, le développement rapide des activités d'exploitation des carrières a également soutenu le niveau de croissance. Cependant, il convient de souligner que la croissance de la Jordanie et du Liban a été infiniment plus faible, du fait de l'augmentation rapide du nombre de résidents due à l'afflux de Syriens réfugiés ou évacués. L'Égypte a retrouvé la stabilité et, les chefs d'entreprises reprenant confiance, a connu une croissance soutenue en 2014. Sa balance des paiements s'est améliorée grâce à un afflux constant de capitaux étrangers et à la baisse des cours internationaux des produits de base.

16. En 2015, après deux années de repli, la sous-région du Machreq devrait connaître une croissance moyenne de 1,2 %. La contraction économique observée

en République arabe syrienne devrait perdre de l'ampleur. En Iraq, la demande intérieure devrait augmenter légèrement. On prévoit un ralentissement de la croissance en Jordanie et au Liban. Il est probable que les deux pays bénéficieront de la baisse des cours du pétrole et des produits de base, mais ressentiront moins l'effet d'entraînement produit par les pays du CCG, touchés par un ralentissement de l'activité économique. L'Égypte devrait être un important moteur de croissance dans la sous-région en 2015. Il est probable qu'une nouvelle amélioration de sa balance des paiements devrait lui permettre raisonnablement d'accélérer l'expansion de sa demande intérieure. L'État de Palestine a retrouvé la voie du développement économique, principalement en raison d'un effet d'échelle à partir d'un niveau très bas en 2014. Les prévisions s'appuient sur une accélération modérée des activités de reconstruction dans la bande de Gaza, mais elles restent imprécises car elles sont fonction de l'évolution de la situation géopolitique dans la région. On prévoit en 2015 un taux de croissance de 3,2 % pour l'Égypte, de 0,5 % pour l'Iraq, de 2,8 % pour la Jordanie, de 3,0 % pour le Liban et de 3,0 % pour l'État de Palestine. En République arabe syrienne, ce taux devrait accuser une baisse de 7,0 % en 2015.

Tableau 2
**Croissance réelle du PIB et taux d'inflation des prix
à la consommation, 2012-2016**

(Variation annuelle en pourcentage)

Pays/région	Taux de croissance réelle du PIB					Taux d'inflation des prix à la consommation				
	2012 ^a	2013 ^a	2014 ^b	2015 ^c	2016 ^c	2012	2013	2014 ^b	2015 ^c	2016 ^c
Arabie saoudite	5,4	2,7	3,6	3,0	3,5	2,9	3,5	2,7	2,5	3,0
Bahreïn	3,4	5,3	4,7	3,2	4,0	2,8	3,3	2,7	2,5	2,7
Émirats arabes unis	4,7	5,2	4,5	4,2	4,5	0,7	1,1	2,2	2,0	2,2
Koweït	6,6	1,5	2,2	2,0	3,0	3,2	2,7	2,9	2,7	3,0
Oman	7,1	3,9	3,2	3,0	3,2	2,9	1,1	1,0	1,2	2,0
Qatar	6,0	6,3	6,2	5,2	5,5	1,9	3,1	3,0	2,7	3,2
Pays membres du CCG	5,5	3,7	4,0	3,4	3,9	2,3	2,6	2,5	2,3	2,8
Égypte ^d	2,2	2,1	2,2	3,2	3,8	7,4	10,3	10,1	10,0	9,5
État de Palestine	6,3	2,2	(2,5)	3,0	3,2	2,8	1,7	1,7	2,5	3,0
Iraq	10,3	4,2	(2,6)	0,5	5,0	6,2	1,8	2,2	3,5	3,5
Jordanie	2,7	2,8	3,1	2,8	3,0	4,5	4,8	2,9	2,5	3,0
Liban	2,8	3,0	3,2	3,0	3,0	6,5	5,6	1,7	1,5	2,0
République arabe syrienne ^e	(30,9)	(36,5)	(10,5)	(7,0)	(5,0)	37,2	87,7	24,8	37,8	15,0
Machreq	0,1	(2,2)	(0,6)	1,2	2,8	10,6	17,3	8,8	10,7	7,6
Algérie	3,3	2,8	3,2	2,8	3,5	8,9	3,3	2,1	2,7	3,0
Libye	98,2	(19,9)	(32,7)	(7,5)	12,0	6,1	2,6	1,3	4,0	4,5
Maroc	2,7	4,4	2,4	4,2	3,5	1,3	1,9	0,4	1,0	1,2
Tunisie	3,9	2,4	2,3	2,7	3,2	5,6	6,1	5,5	4,5	4,0
Magreb	21,1	(1,1)	(3,9)	1,2	5,1	6,1	3,2	1,9	2,7	3,0
Comores	3,0	3,5	3,7	3,5	3,5	6,3	1,6	2,5	2,0	2,0
Djibouti	4,8	5,0	5,0	4,8	4,5	3,7	3,5	2,2	2,0	2,5

Pays/région	Taux de croissance réelle du PIB					Taux d'inflation des prix à la consommation				
	2012 ^a	2013 ^a	2014 ^b	2015 ^c	2016 ^c	2012	2013	2014 ^b	2015 ^c	2016 ^c
Mauritanie	7,0	6,7	5,9	6,1	6,2	4,9	4,1	3,6	3,2	3,5
Somalie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Soudan	0,4	3,6	2,5	2,8	3,0	35,1	37,1	37,5	17,0	15,0
Yémen	2,2	3,2	1,5	(2,0)	3,2	10,2	11,0	8,0	11,5	12,0
Pays arabes les moins avancés	1,2	3,6	2,4	1,5	3,2	26,3	27,8	27,2	14,7	13,5
Total, région arabe^f	6,8	1,5	1,5	2,4	3,8	6,0	7,3	5,1	4,9	4,4

Source : Sources nationales.

^a Les chiffres du PIB pour 2012 et 2013 proviennent de la publication *National Accounts Studies of the Arab Region*, Bulletin n° 34 (publication des Nations Unies, numéro de vente : B.15.II.L.3), qui s'appuie sur des sources nationales, et sont les chiffres tirés de sources nationales les plus récents dont on disposait en mars 2015.

^b Estimations de mars 2015.

^c Prévisions de mars 2015.

^d Pour le taux de croissance du PIB de l'Égypte, les chiffres sont ceux de l'exercice financier qui se termine en juin.

^e Pour le taux de croissance du PIB de la République arabe syrienne en 2012-2014, les estimations sont tirées du rapport du Centre syrien de recherche sur les politiques intitulé « Alienation and violence: impact of Syria crisis report 2014 » (Damas, mars 2015). Peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.unrwa.org/resources/reports/alienation-and-violence-impact-syria-crisis-2014>.

^f Les données pour les groupes de pays sont des moyennes pondérées, le coefficient étant proportionnel au PIB de 2010.

D. Maghreb

17. Selon les estimations, les économies de la sous-région du Maghreb ont subi une contraction de 3,9 % en moyenne en 2014, après un recul de 1,1 % en 2013. La croissance moyenne de la sous-région est restée très étroitement liée à la croissance libyenne, dont on estime qu'elle a marqué le pas pendant deux années consécutives. En 2014, alors que l'instabilité politique et les conflits armés ont considérablement déprimé la demande intérieure libyenne, les sabotages et les arrêts de travail ont tari la production et les exportations de pétrole du pays. Au Maroc, la baisse de la production agricole a réduit le taux de croissance, bien que celui-ci soit resté stable dans d'autres secteurs. L'accroissement de la masse monétaire au sens large s'est accéléré pendant toute l'année 2014, témoignant d'une augmentation constante de la demande intérieure. Cependant, les exportations du pays ont souffert de la stagnation des économies européennes. La Tunisie a connu un ralentissement de son expansion économique, ayant dû contrôler la croissance de sa demande intérieure pour faire face à des difficultés de balance des paiements. Sa position extérieure est restée précaire, bien que l'épuisement des réserves en devises ait été contenu. La Tunisie a elle aussi souffert de la stagnation des économies européennes. En Algérie, le dynamisme de l'investissement public a été un facteur de croissance en 2014, malgré la baisse des cours du pétrole pendant le second semestre. On estime que la demande intérieure a régulièrement augmenté, la croissance de la masse monétaire au sens large s'étant accélérée au cours de l'année.

18. Pour 2015, on prévoit que la croissance de la sous-région du Maghreb sera de 1,2 %. La contraction de l'économie libyenne devrait se poursuivre, mais de façon plus modérée. La production et les exportations de pétrole brut devraient se maintenir à un certain niveau, mais le déplacement de travailleurs étrangers, dont

certains jouaient un rôle essentiel dans la gestion des infrastructures économiques, pourrait se traduire par une nouvelle baisse de l'activité économique. La croissance du Maroc, où un accroissement de la production alimentaire est attendu, devrait s'accélérer. La faiblesse des cours du pétrole bénéficie au Maroc comme à la Tunisie, en améliorant la balance des paiements et la situation budgétaire des deux pays. Il est probable qu'un accroissement de la demande intérieure entraîne une légère accélération de la croissance en Tunisie, bien que les répercussions du conflit armé libyen sur le plan de la sécurité risquent d'avoir un effet inverse. L'expansion économique de l'Algérie devrait être freinée par la réduction des recettes que le pays tire des hydrocarbures. Cependant, il est probable que la poursuite d'une politique dynamique en matière d'investissements publics stimule la demande intérieure. En 2015, on prévoit un taux de croissance de 2,8 % pour l'Algérie, de 4,2 % pour le Maroc et de 2,7 % pour la Tunisie. L'économie libyenne devrait se contracter de 7,5 %.

E. Pays arabes les moins avancés

19. On estime que la croissance économique des pays arabes les moins avancés a été, en moyenne, de 2,4 % en 2014, contre 3,6 % l'année précédente. Le Soudan est parvenu à maintenir une expansion économique positive malgré ses graves difficultés de balance des paiements. Bien qu'il ait perdu les recettes qu'il tirait des exportations de pétrole depuis la sécession du Soudan du Sud, il a réussi à diversifier son économie en exportant d'autres produits de base, notamment des denrées alimentaires et de l'or. La croissance économique du Yémen a marqué le pas. Une situation politique de plus en plus instable a réduit l'expansion de la demande intérieure. La production de pétrole brut a stagné, les installations devenant vétustes et les oléoducs faisant continuellement l'objet de sabotages. L'aide financière extérieure a soutenu la stabilité monétaire, mais les réserves en devises ont continué de diminuer en 2014. Les Comores ont maintenu une croissance stable en 2014, conformément à la tendance observée depuis longtemps. L'intense activité portuaire, due en partie au développement du transport de marchandises à destination de l'Éthiopie, a entraîné une expansion économique constante de Djibouti. Malgré des atteintes occasionnelles à la sécurité, on estime qu'une reprise économique rapide a lieu en Somalie grâce à la poursuite des travaux de reconstruction. La Mauritanie a connu un ralentissement de la croissance économique. La baisse des cours des métaux a influé sur ses résultats à l'exportation, mais on estime que la demande intérieure est en constante expansion.

20. En 2015, la croissance réelle du PIB des pays arabes les moins avancés devrait atteindre une moyenne de 1,5 %. On prévoit une amélioration de la balance des paiements du Soudan, ce qui devrait permettre à la demande intérieure de croître. Au Yémen, il est probable que l'intensification des conflits armés et l'instabilité politique rendent inévitable une contraction économique. La baisse des prix des produits de base devrait bénéficier aux Comores et à Djibouti, mais on prévoit que le ralentissement de la croissance de la masse monétaire au sens large freinera l'expansion de la demande intérieure. L'essor du secteur minier devrait se poursuivre en Mauritanie, malgré la faiblesse prévue des cours des métaux. L'accroissement des investissements étrangers directs dans ce secteur devrait avoir une incidence positive sur l'augmentation de la demande intérieure. Ces résultats économiques positifs sont néanmoins insuffisants pour que la pauvreté recule dans

les pays arabes les moins avancés. Il faudra pour cela multiplier les efforts internationaux et régionaux dans la sous-région. En 2015, on prévoit un taux de croissance de 3,5 % pour les Comores, de 4,8 % pour Djibouti, de 6,1 % pour la Mauritanie et de 2,8 % pour le Soudan. L'économie du Yémen devrait se contracter de 2,0 %, mais cette prévision pourrait être largement revue à la baisse si le conflit armé devait s'intensifier.

F. Prix et inflation

21. Selon les estimations, le taux d'inflation des prix à la consommation dans la région arabe a été en moyenne de 5,1 % en 2014, contre 7,3 % en 2013 (voir tableau 2). La baisse des cours internationaux des produits de base a contribué au déclin général. Ce sont surtout les cours du pétrole qui ont retenu l'attention, mais les prix des denrées alimentaires ont aussi baissé en 2014. Le principal facteur d'inflation dans les pays du CCG reste la hausse des prix du logement, par suite de l'augmentation des loyers. Faisant face à une escalade de la violence armée et des troubles sociaux, à la fois l'Iraq et la Libye ont réussi à maintenir des taux d'inflation peu élevés au moyen de subventions. L'inflation a été maîtrisée dans l'État de Palestine également. Cependant, des taux d'inflation peu élevés ne signifient pas forcément que l'offre de produits de première nécessité est suffisante dans ces pays touchés par des conflits. Il en a parfois été autrement, mais on a aussi observé des efforts de la part des pouvoirs publics visant à maintenir les chaînes d'approvisionnement. Une forte tendance inflationniste a persisté en Égypte, en République arabe syrienne, au Soudan et au Yémen en 2014. En République arabe syrienne et au Soudan, l'hyperinflation a été une conséquence directe de la grave pénurie de devises liée aux sanctions économiques. Les facteurs monétaires ont continué d'induire une forte inflation en Égypte et au Yémen.

22. En 2015, on prévoit pour la région arabe un taux d'inflation des prix à la consommation de 4,9 %. Les cours internationaux des produits de base, qui détermineront la tendance générale dans la région, devraient continuer de baisser. On prévoit un ralentissement de la hausse des prix du logement dans les pays du CCG, ce qui devrait avoir un effet modérateur sur l'inflation des prix à la consommation dans ces pays. Au Soudan, qui fait partie des pays à forte inflation, on s'attend à ce que la baisse prévue des prix à l'importation fasse chuter le taux d'inflation; en République arabe syrienne, le taux d'inflation devrait augmenter, en partie en raison d'un effet de base dans le contexte d'une grave pénurie de devises en situation de crise. Une forte inflation structurelle devrait persister en Égypte et au Yémen. En outre, l'éventualité d'une hyperinflation n'est pas à écarter au Yémen en cas d'escalade du conflit armé.

G. Taux de change

23. Plusieurs pays arabes ont vu leur monnaie nationale se déprécier considérablement par rapport au dollar des États-Unis en 2014 et au début de 2015. À des degrés divers, les monnaies nationales des pays du Maghreb – Algérie, Libye, Maroc et Tunisie – ont reculé face au dollar des États-Unis, parallèlement à la dépréciation rapide de l'euro par rapport au dollar au cours du second semestre de 2014. Les pays du Maghreb ont maintenu jusqu'à présent un taux de change stable par rapport à l'euro, leurs exportations se faisant principalement à destination de la

zone euro. Les monnaies nationales des Comores et de la Mauritanie se sont aussi dépréciées par rapport au dollar des États-Unis pour la même raison. La monnaie nationale du Koweït, qui est indexée sur un panier de devises étrangères, dont l'euro, s'est aussi dépréciée par rapport au dollar. Les pays du CCG, Djibouti, l'Iraq, la Jordanie et le Liban ont conservé leur régime de taux de change, dans le cadre duquel leur monnaie est indexée sur le dollar des États-Unis. L'Égypte a géré en bon ordre la dépréciation de la livre égyptienne, dont le taux de change est passé de 7,0 à 7,6 livres pour 1 dollar des États-Unis. Le Soudan a lui aussi bien géré la dépréciation progressive de sa monnaie nationale, dont la valeur s'est stabilisée à 6,1 livres soudanaises pour 1 dollar des États-Unis. La livre syrienne a continué de se déprécier en 2014, sa valeur passant de 160 à 220 livres contre un dollar des États-Unis. En 2015, d'autres dévaluations des monnaies nationales sont prévues en Égypte, en République arabe syrienne, au Soudan, en Tunisie et au Yémen du fait de la situation précaire de la balance des paiements dans ces pays.

H. Dynamique sociale et emploi

24. L'événement le plus frappant qui caractérise la dynamique sociale de la région arabe est le déplacement massif de population, que ce soit à l'intérieur des frontières nationales ou vers l'étranger, que provoque l'intensification des conflits armés. En 2014 et 2015, le nombre de personnes déplacées a considérablement augmenté dans l'État de Palestine, en Iraq, en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen. De par leur ampleur, ces déplacements ont créé une crise humanitaire dans les pays arabes touchés par les conflits. En outre, ils sont d'une importance telle qu'ils compromettent la future reconstruction économique de ces pays, ayant déjà entamé la cohérence des ressources humaines et de la société. Les répercussions sociales se sont amplifiées en Jordanie et au Liban, où l'afflux de Syriens réfugiés ou évacués a modifié les structures démographiques et fait peser une lourde charge sur les services de santé et d'éducation. Les deux pays ont absorbé le choc initial d'une augmentation rapide du nombre de résidents à l'intérieur de leurs frontières nationales, mais ont du mal, avec des ressources de plus en plus limitées, à maintenir le niveau de protection sociale.

25. Le taux de chômage reste élevé dans la région arabe. Dans les pays pour lesquels on dispose de données concernant le quatrième trimestre de 2014, les chiffres sont les suivants: 12,9 % pour l'Égypte⁸, 12,3 % pour la Jordanie⁹, 9,7 % pour le Maroc¹⁰, 11,6 % pour l'Arabie saoudite parmi les ressortissants saoudiens¹¹ et 26,5 % pour l'État de Palestine¹². Du fait de l'existence d'un secteur informel, le

⁸ Agence centrale pour la mobilisation de l'opinion publique et la statistique, communiqué de presse, 16 février 2015. Peut être consulté à l'adresse suivante : www.capmas.gov.eg/pepo/779_e.pdf.

⁹ Département de statistique, communiqué de presse, 22 janvier 2015. Peut être consulté à l'adresse suivante : www.dos.gov.jo/dos_home_e/main/archive/Unemp/2014/Emp_2014-q4.pdf.

¹⁰ Haut-Commissariat au Plan, « La situation du marché du travail au quatrième trimestre de l'année 2014 ». Peut être consulté à l'adresse suivante : www.hcp.ma/La-Situation-du-marche-du-travail-au-quatrieme-trimestre-de-l-annee-2014_a1504.html.

¹¹ Département central des statistiques et de l'information, « Quarterly unemployment rate ». Peut être consulté à l'adresse suivante : www.cdsi.gov.sa/english/.

¹² Bureau central palestinien de statistique, « Labour force survey (October-December, 2014) round (Q4/2014) ». Peut être consulté à l'adresse suivante : www.pcbs.gov.ps/portals/_pcbs/PressRelease/Press_En_LFS-Q4-2014-e.pdf.

taux de chômage de la région reflète les insuffisances structurelles de l'emploi mais pas les insuffisances cycliques. Les taux dont on dispose ne font toutefois pas apparaître une modification structurelle importante des marchés du travail, à deux exceptions près. L'une est la détérioration considérable de la situation de l'emploi dans l'État de Palestine, en particulier dans la bande de Gaza, où le taux de chômage est passé de 32,6 % en 2013 à 43,9 % en 2014¹⁵. La violence armée qui s'est abattue sur la bande de Gaza en juillet 2014 ainsi que les restrictions persistantes des activités économiques ont contribué à créer la pire situation de l'emploi que le territoire ait connue depuis des années. L'autre exception est la légère réduction de l'écart entre les sexes en matière d'emploi en Arabie Saoudite et en Jordanie ces dernières années. En Jordanie, le taux de chômage des femmes est tombé de 26,8 %, maximum atteint au troisième trimestre de 2013, à 19,1 % au quatrième trimestre de 2014⁹. En Arabie saoudite, ce taux a été ramené de 35,7 %, maximum atteint au quatrième trimestre de 2012, à 32,5 % au quatrième trimestre de 2014¹¹. La politique de nationalisation de la main-d'œuvre a été appliquée strictement dans ce pays en 2014. Tout en adoptant de nouvelles mesures qui visent à restreindre le nombre de travailleurs étrangers en renforçant le système de « saoudisation », mis en place en 2011, l'Arabie Saoudite s'emploie activement à promouvoir le recrutement de ses nationaux dans le secteur privé. Cette tendance a été suivie par d'autres pays du CCG. Le taux de chômage élevé chez les jeunes, conséquence de la pénurie d'emplois pour un nombre croissant de nouveaux arrivants sur le marché du travail, demeure un très grave problème socioéconomique dans toute la région arabe.

IV. Évolution politique

26. Pour les responsables politiques de la région arabe, l'ampleur des dilemmes s'est généralement accrue. Les principaux exportateurs d'énergie parmi les pays du CCG ont dû réagir rapidement pour faire face à la forte réduction des recettes pétrolières et à la dégradation de la situation budgétaire. En investissant activement dans l'infrastructure, la santé et l'éducation, les gouvernements de ces pays ont joué un rôle essentiel dans la diversification des économies nationales dans le secteur non pétrolier. La question qui se pose à eux maintenant est celle du maintien du niveau actuel des dépenses publiques. Ils devront peut-être prendre des mesures budgétaires anticycliques pour parvenir à la diversification économique recherchée. Il est probable cependant que la baisse des recettes pétrolières leur imposera de procéder, par mesure de prudence, à des coupes budgétaires. Bien que la baisse des cours internationaux des produits de base ait légèrement atténué leur pénurie de devises, les autres pays de la région arabe doivent faire face à d'importantes restrictions budgétaires. Des réformes des régimes de subventions ont été appliquées par étapes dans plusieurs pays arabes, notamment en Égypte, en Jordanie, au Maroc, au Soudan et au Yémen, mais la situation budgétaire de ces pays reste structurellement précaire.

27. La politique monétaire des pays du CCG est restée la même que l'année précédente, suivant de près celle de la Réserve fédérale des États-Unis. Aucune variation des taux d'intérêt directs n'a été constatée dans ces pays en 2014. Par suite de cette politique, le coût du financement sur le marché monétaire interbancaire à trois mois est resté proche de 1,0 % dans les pays du CCG. Entre autres, le taux interbancaire à trois mois des Émirats arabes unis a continué de

baisser pour s'établir à 0,67714 % à la fin de 2014 et celui du Koweït est passé de 0,875 % en janvier à 1,3125 % en novembre avant de retomber à 1,0625 % à la fin de 2014. Étant donné que le taux d'intérêt directeur des États-Unis devrait augmenter à la fin de 2015, on s'attend à ce que les pays du CCG modifient leur politique monétaire en conséquence. Toutefois, comme on prévoit une faible inflation et qu'il est nécessaire de stimuler l'économie dans le contexte d'une baisse des recettes pétrolières, il est probable que les autorités monétaires des pays du CCG concevront des mesures visant à atténuer les effets négatifs prévus. La baisse des cours internationaux des produits de base et l'augmentation des apports de capitaux étrangers ont permis à l'Égypte, à la Jordanie et au Maroc d'assouplir leur politique monétaire. En Égypte, la Banque centrale a pris en juillet 2014 une mesure prudentielle pour faire face à un risque d'inflation en relevant les taux d'intérêt directeurs d'un point de pourcentage. Néanmoins, l'autorité monétaire égyptienne a de nouveau assoupli sa politique en janvier 2015 en réduisant les taux directeurs d'un demi-point de pourcentage lorsqu'il s'est avéré que la baisse des cours des produits de base atténuait la pénurie de devises. En Jordanie, la Banque centrale a pris des mesures d'assouplissement monétaire en janvier et juin 2014 et en février 2015. Le taux de rémunération des dépôts au jour le jour, l'un des principaux taux d'intérêt directeurs en Jordanie, a été ramené de 3,5 % en janvier 2014 à 1,75 % à la fin du premier trimestre de 2015. Au Maroc, la Banque centrale a baissé son principal taux directeur en septembre 2014 de 0,25 point de pourcentage, ce qu'elle n'avait pas fait depuis mars 2012. Elle a de nouveau baissé ce taux de 0,25 point de pourcentage en décembre 2014. En Tunisie, la Banque centrale a maintenu une politique de rigueur monétaire, principalement pour faire face à des difficultés de balance des paiements, en relevant son principal taux d'intérêt directeur de 0,25 point de pourcentage pour le porter à 4,75 % en juin 2014. La Banque centrale libanaise a activement recouru à des mesures de stimulation dans le cadre de sa politique d'assouplissement monétaire. En République arabe syrienne, la Banque centrale a tenté de gérer en bon ordre la dépréciation de sa monnaie nationale tout en faisant face à la demande de devises. En dépit de la violence armée qui continue de sévir dans le pays et d'une importante dévaluation de la livre syrienne, il convient de noter que la confiance dans la monnaie nationale syrienne s'est maintenue.

28. La baisse des cours du pétrole a considérablement modifié les équilibres budgétaires des pays du CCG en 2014. On estime que Bahreïn, Oman et l'Arabie saoudite ont enregistré des déficits budgétaires en 2014 et il est probable que d'autres pays se trouveront dans la même situation en 2015. Toutefois, en ce qui concerne la planification des budgets, les pays du CCG ne devraient pas prendre de mesures de réduction des dépenses publiques allant jusqu'à l'austérité budgétaire. Les politiques appliquées dans ce domaine oscillent entre l'intervention modérée et la neutralité. La plupart des réductions de dépenses seront d'ordre extrabudgétaire. Les investissements publics dans l'infrastructure, la santé, l'éducation et le secteur social devraient être maintenus dans certains domaines prioritaires. Afin d'améliorer sa gestion budgétaire, le Qatar a décidé de passer d'un exercice allant d'avril à mars à un exercice allant de janvier à décembre. L'objectif des gouvernements des autres pays de la région arabe demeure l'assainissement des finances publiques. Les réformes des régimes de subventions ont progressé en 2014 dans plusieurs pays, y compris en Égypte et en Jordanie, mais les bénéfices potentiels sont restés faibles. Il est devenu plus important pour ces pays d'obtenir une aide extérieure directe ou indirecte pour maintenir le niveau des dépenses d'équipement, notamment pour les

projets de développement. Les pays arabes du Machreq et du Maghreb ont pu contracter des emprunts étrangers sur les marchés internationaux de capitaux. La Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie ont levé des fonds en émettant des obligations sur les marchés internationaux de capitaux en 2014.

V. Conclusion

29. La chute spectaculaire des cours du pétrole a marqué un net changement de l'environnement économique extérieur de la région arabe. Les richesses pétrolières ont revêtu une importance cruciale non seulement pour les pays arabes exportateurs de pétrole, mais aussi pour les pays importateurs, pour lesquels elles ont d'importantes retombées positives. Ces richesses ont été réparties dans toute la région sous forme de capitaux, d'envois de fonds et d'aide étrangère. La baisse des cours du pétrole bénéficie aux pays importateurs de pétrole de la région en améliorant la situation de leur balance des paiements. Cependant, elle peut avoir pour effet secondaire de réduire les flux de capitaux et d'aide et les envois de fonds des pays du CCG à destination des autres pays arabes. En moyenne, la région arabe a connu ces dernières années une expansion économique en dépit d'une situation géopolitique difficile, d'une instabilité politique et de troubles sociaux. Les conflits armés se sont intensifiés dans l'État de Palestine, en Iraq, en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen, tandis que l'insécurité a fréquemment régné au Liban et en Tunisie. Malgré ces facteurs négatifs, la principale source de croissance dans la région a été l'augmentation des richesses pétrolières, qui a permis de maintenir les flux intrarégionaux de capitaux et d'aide et les envois de fonds en provenance des grands producteurs de pétrole qui font partie du CCG. Alors que les tensions géopolitiques demeurent, cette source de stabilisation économique de la région a commencé à se tarir. On ne sait pas encore quelle sera l'incidence structurelle globale de la baisse des cours du pétrole, mais les événements économiques et autres qui secouent actuellement la région arabe continuent d'aller à l'encontre d'une croissance régionale durable à moyen et à long terme.

30. La région arabe a connu un essor pétrolier qui a duré plus de 11 ans. La précédente chute des cours, provoquée par la crise financière mondiale de 2008, n'avait pas duré, les marchés s'en étant rapidement remis grâce à la demande de pays en développement comme la Chine et l'Inde. L'accroissement rapide de la production de pétrole brut en Amérique du Nord est le signe d'un lent redressement des cours du pétrole. Fin 2014, les acteurs du marché pétrolier s'étaient rendu compte que l'élasticité de l'offre de pétrole brut par rapport aux prix avait soudainement augmenté, les techniques d'extraction des schistes bitumineux et de l'huile de schiste ayant progressé. Il est probable que les prévisions de baisse des recettes pétrolières conduiront les pays arabes à revoir leurs stratégies de croissance. Les pays du CCG ont réussi dans une certaine mesure à diversifier leur économie pendant le boom pétrolier qui a commencé en 2003. Les secteurs non pétroliers, en particulier ceux de la finance, des télécommunications, des transports et des services, ont enregistré une croissance remarquable. À la fin de la période de prospérité pétrolière, cependant, le pétrole est resté pour les pays du CCG une source essentielle de richesse nationale, de recettes publiques et de confiance dans l'économie et les affaires. Ces pays doivent encore relever le défi qui consiste à mettre au point une nouvelle stratégie de diversification économique afin de réduire leur dépendance à l'égard du pétrole. Cette nouvelle stratégie les obligera peut-être

à appliquer une politique efficace de nationalisation de la main-d'œuvre, ce qui aura des répercussions sur l'offre d'emploi dans les autres pays arabes. Il est indispensable qu'un rééquilibrage efficace des flux intrarégionaux de capitaux et de main-d'œuvre soit réalisé au profit des économies arabes, qu'il s'agisse des pays du CCG ou des autres pays arabes. Afin de tirer le meilleur parti du capital humain et des richesses financières de la région et de conduire celle-ci sur la voie d'une croissance durable, il est nécessaire et urgent de coordonner les politiques dans le cadre d'une coopération régionale.
